ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 19 janvier 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "déterminant la procédure d'élection des membres magistrats du Conseil supérieur de la justice", a donné le 26 janvier 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 19 januari 1999 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de vaststelling van de verkiezingsprocedure voor de leden-magistraten van de Hoge Raad voor de Justitie", heeft op 26 januari 1999 het volgende advies gegeven :

Conformément à l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"De in artikel 151 van de Grondwet (B.S. 24 november 1998) opgenomen hervormingen kunnen slechts in werking treden na de installatie van de Hoge Raad voor de Justitie.

De wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem voor magistraten, werd genomen ter uitvoering van artikel 151 van de Grondwet.

De samenstelling van de Hoge Raad voor de Justitie en de aanstelling van diens leden wordt geregeld in artikel 45 van voormelde wet van 22 december 1998, dat in werking treedt op de eerste van de maand volgend op die waarin het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

De Hoge Raad voor de Justitie dient voor de inwerkingtreding van de nieuwe benoemings- en aanwijzingsprocedures, een aantal werkzaamheden te verrichten zoals het opstellen van de standaardprofielen voor de diverse types van korpschefs, het vaststellen van evaluatiecriteria evenals hun weging voor de verschillende ambten en functies.

Deze werkzaamheden, die geruime tijd in beslag zullen nemen, dienen afgerond te zijn voor de volledige inwerkingtreding van de hiervoor vermelde wet van 22 december 1998.

Hierdoor dient dan ook onverwijld gestart te worden met de samenstelling van de Hoge Raad voor de Justitie en meer in het bijzonder met de verkiezing van

de leden-magistraten, een procedure die ook enkele maanden in beslag zal nemen.".

*

* *

Examen du projet

Observation préliminaire

Il convient, à l'avenir, lorsque le Conseil d'Etat est saisi, dans un délai ne dépassant pas trois jours, d'un projet d'arrêté royal exécutant une loi n'ayant pas encore fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, qu'il soit, dès sa saisine, mis en possession du texte définitif de la loi tel qu'il a été soumis à la sanction royale (1).

Observation générale

D'une manière générale, il y a lieu de préciser, dans l'arrêté en projet, si les délais doivent se calculer en tenant compte uniquement des jours ouvrables. Il en est, notamment, ainsi des délais visés aux articles 2, 3, 7 et 8 du projet.

Des explications données par la fonctionnaire déléguée, il ressort que les jours fériés ainsi que les

---

(1) Ce texte a seulement été transmis au Conseil d'Etat ce vendredi 22 janvier 1999, alors que le dossier a été introduit le 19 janvier.

samedis et dimanches sont inclus dans les délais précités sauf pour le délai visé à l'article 11 du projet.

En conséquence, le projet d'arrêté doit être complété par une disposition précisant le mode de calcul des délais.

Préambule

Il y a lieu de viser séparément l'article 259bis-2 du Code judiciaire, inséré par la loi du 22 décembre 1998 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats et l'article 99 de la loi du 22 décembre 1998 précitée.

Dispositif

Article 1er

1. En vertu de l'article 1er, 2°, du projet, les "électeurs sont les magistrats professionnels qui, au moment de l'appel, ont prêté serment en tant que membre de la magistrature assise ou en tant que membre du ministère public ...".

S'il s'agit d'exclure, notamment, les juges suppléants, les juges consulaires et les juges sociaux, comme en a convenu la fonctionnaire déléguée, mieux vaut s'en

tenir à la terminologie de l'article 259bis-2, § 1er, du Code judiciaire qui utilise l'expression "magistrats de carrière".

L'observation vaut également pour le 6°.

2. Par ailleurs, le 2° in fine est mal rédigé. En effet, il ne ressort pas clairement du texte en projet si les magistrats admis à la retraite, mais pouvant poursuivre leurs activités sur la base des articles 383, § 2, et 383bis du Code judiciaire, feront ou non partie du collège électoral.

Cette disposition doit être revue afin d'en améliorer la lisibilité.

3. Le Conseil d'Etat constate également que les magistrats qui posent leur candidature doivent être "en activité de service en leur qualité de magistrat", alors que les magistrats électeurs n'ont pas une telle obligation.

Pourraient ainsi voter des magistrats qui sont détachés auprès d'une institution internationale ou encore dans un cabinet ministériel. Comme en a convenu la fonctionnaire déléguée, telle est la volonté exprimée lors des travaux préparatoires de la loi du 22 décembre 1998 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la justice, la

nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats (1).

Article 2

1. Il y a lieu de préciser qui, au sein du Conseil supérieur de la justice, est compétent pour établir les listes provisoire et définitive des électeurs.

En vertu de l'article 3 du projet, il revient au bureau du Conseil supérieur d'examiner les réclamations relatives à la confection de la liste provisoire.

Si cet organe est également chargé de la confection de ces listes, il y a lieu de le dire clairement.

2. Dans la première phrase du deuxième alinéa du projet, il est fait référence à la "liste provisoire des électeurs inscrits".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle il doit y avoir une inscription des électeurs puisqu'en vertu de l'article 1er, 2°, les électeurs sont automatiquement les magistrats de carrière tant de la magistrature assise que du ministère public qui ne sont pas encore admis à la retraite.

---

(1) Doc. parl., Chambre, session ordinaire, 1997-1998, n° 1677/2, p. 46.

En outre, le vote est obligatoire pour ces magistrats de sorte qu'il n'y a pas lieu d'attendre de leur part une démarche volontaire d'inscription sur les listes des électeurs.

Comme en a convenu la fonctionnaire déléguée, l'adjectif "inscrits" doit, en conséquence, être omis.

3. Au troisième alinéa du projet, il est question du "délai de consultation" de la liste provisoire des électeurs.

Or, il ne ressort pas clairement du texte en projet quel est le point de départ de ce délai ni le moment de son expiration.

Selon la fonctionnaire déléguée, le Conseil supérieur est tenu de déposer, au plus tard dans le mois qui suit l'appel, auprès du greffe civil du tribunal de première instance, la liste provisoire des électeurs pour chaque section de vote. A partir de ce moment, les électeurs disposent de dix jours au minimum pour consulter les listes provisoires.

Si telle est bien l'intention de l'auteur du projet, il convient de revoir fondamentalement la dernière phrase du deuxième alinéa et la phrase introductive du troisième alinéa.

L'imprécision de ces alinéas a, notamment, pour conséquence qu'il n'est pas possible de déterminer avec

exactitude le point de départ du délai de cinq jours pour l'introduction d'une réclamation.

Le texte en projet doit être revu sur ces points.

4. En ce qui concerne la notion de "magistrats professionnels", il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 1er du projet.

5. De l'accord de la fonctionnaire déléguée, il est proposé de rédiger la fin du troisième alinéa de la manière suivante :

"... une réclamation motivée contre la liste provisoire des électeurs, soit parce que celle-ci ne contient pas les noms de magistrats qui doivent être mentionnés parmi les électeurs, soit parce qu'elle mentionne les noms de personnes ne devant pas y figurer ou, encore, parce qu'elle comprend des erreurs concernant les mentions visées à l'alinéa 2.".

Article 4

A l'alinéa 1er, second tiret, il y a lieu de préciser que la liste provisoire des électeurs devient définitive à l'expiration du délai d'examen dont dispose le bureau du Conseil supérieur, conformément à l'article 3, alinéa 2, pour se prononcer sur la dernière réclamation valablement introduite.

Article 7

1. En vertu de l’article 7, deuxième alinéa, le bureau du Conseil supérieur est tenu de motiver sa décision lorsqu’il écarte certains candidats de la liste provisoire.

Il n’apparaît cependant pas clairement pour quelles raisons certaines candidatures ne pourraient pas être retenues.

Eu égard aux articles 259bis-1 et suivants du Code judiciaire, le bureau du Conseil supérieur n’est pas habilité à écarter des candidatures pour des motifs étrangers aux conditions de recevabilité des candidatures comme, par exemple, parce que ce candidat fait l’objet d’une instruction pénale ou d’une poursuite disciplinaire.

Il lui appartient d’examiner uniquement si chaque candidature répond aux exigences légales, c’est-à-dire la condition de nationalité, la condition d’âge, la preuve d’un certificat de bonnes vie et moeurs, le fait de jouir des droits civils et politiques, l’existence de l’arrêté de nomination et le fait d’être toujours en activité de service.

Il convient, dès lors, de revoir la formulation du deuxième alinéa et d’indiquer explicitement que le contrôle du bureau du Conseil supérieur porte sur la recevabilité des candidatures au regard des exigences légales prévues aux articles 259bis-1 et 259bis-2 du Code judiciaire.

2. Au troisième alinéa, le délai de réclamation de cinq jours doit courir à partir de la date de la réception de la lettre visée à l'alinéa 2.

Article 8

A l'alinéa 1er, second tiret, il y a lieu de préciser que la liste provisoire des candidats devient définitive à l'expiration du délai d'examen dont dispose le bureau du Conseil supérieur, conformément à l'article 7, alinéa 4, pour se prononcer sur la dernière réclamation valablement introduite.

Article 9

1. L'alinéa 1er prévoit que les candidats peuvent promouvoir leur candidature "par tous les moyens".

Eu égard à l'article 404 du Code judiciaire, les magistrats se doivent d'avoir une conduite compatible avec la dignité de leur fonction, sous peine d'encourir des sanctions disciplinaires.

En conséquence, il y a lieu d'omettre les mots "par tous les moyens" et de préciser que les magistrats présentent leur candidature en adoptant un comportement compatible avec la dignité de leur fonction.

2. Le second alinéa prévoit une exemption de timbres pour les lettres des candidats qui seraient affichées au tableau spécial du greffe civil du tribunal de première instance.

S'agissant d'un impôt, seule la loi peut établir une telle exemption. En conséquence, cette exemption doit être omise de la disposition en projet.

Article 11

Cette disposition prévoit que le président du Conseil supérieur doit transmettre aux différents présidents des bureaux de vote "la liste d'appel et la liste définitive des électeurs de la section de vote ...".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée exacte de cette "liste d'appel".

De l'accord de la fonctionnaire déléguée, cette notion peut être omise de la disposition en projet.

Article 12

Les termes "dépenses électorales" ne sont pas suffisamment précis.

Il est proposé de rédiger cette disposition de la manière suivante:

"Art. 12. Les dépenses liées à l'organisation des élections des membres magistrats du Conseil supérieur sont imputées au budget du Conseil supérieur, conformément à l'article 259bis-22, § 2, du Code judiciaire.".

Article 13

Comme il l'a déjà été souligné sous l'article 2, alinéa 2, du projet, il est préférable de remplacer les termes "les personnes inscrites" par les termes "les personnes mentionnées".

Article 14

De l'accord de la fonctionnaire déléguée, au 1er alinéa, il y a lieu de préciser que la convocation est adressée à la résidence principale des électeurs.

Article 16

1. Le troisième alinéa n'est pas tout à fait en adéquation avec l'alinéa 1er. En effet, il revient aux chefs de corps de désigner respectivement le juge du tribunal de première instance qui sera le président du bureau de vote et les deux membres du ministère public qui composeront également le bureau de vote.

Or, en vertu du troisième alinéa, en cas d'absence de l'une de ces personnes, il revient au président du

tribunal de première instance ou à son suppléant de compléter d'office le bureau de vote en désignant d'autres personnes.

Deux solutions sont possibles entre lesquelles il conviendra de choisir. Ou bien, les chefs de corps respectifs procèdent au remplacement des magistrats qu'ils avaient désignés, à savoir le président du tribunal remplace le magistrat du siège, le procureur du Roi, le membre ou les deux membres du ministère public, selon le cas. Ou bien, le président du bureau de vote concerné remplace les magistrats absents, mais en respectant la composition visée à l'alinéa 1er.

2. Au troisième alinéa, il est proposé de rédiger la dernière phrase de la manière suivante :

"Il en est fait mention au procès-verbal dont le modèle est établi à l'annexe 3.".

Article 17

La "liste d'appel" visée au deuxième alinéa appelle la même observation que celle formulée sous l'article 11 du projet.

Article 19

A l'alinéa 2, le Conseil d'Etat s'interroge sur les raisons pour lesquelles le bureau de vote est tenu de dresser "un état des électeurs qui figurent sur la liste des électeurs de la section de vote et qui n'ont pas pris part à l'élection", alors que la loi n'a pas prévu de sanction pénale attachée à l'absence de vote.

Selon la fonctionnaire déléguée, cette liste est dressée à titre d'information.

En tout état de cause, il convient de prévoir que les bureaux de vote soient en possession de la liste des électeurs qui ont été empêchés pour les raisons énumérées sous l'article 5, alinéa 2, du projet.

Article 20

1. Au deuxième alinéa, il est prévu que "La présidence des bureaux de dépouillement est exercée par le membre du bureau du Conseil supérieur qui en fait partie".

Cette disposition semble indiquer que les deux bureaux de dépouillement sont présidés par une personne unique faisant partie du bureau du Conseil supérieur. Or, l'article 259bis-4, § 1er, du Code judiciaire dispose que le bureau du Conseil supérieur est composé de deux magistrats et de deux non-magistrats, chaque collège présentant un magistrat et un non-magistrat. Dès lors que les bureaux de dépouillement sont composés respectivement des membres non-

magistrats des deux collèges du Conseil supérieur, il y aura parmi ceux-ci un francophone et un néerlandophone qui siégeront également au bureau du Conseil supérieur.

En conséquence, il ne peut y avoir une présidence unique pour les deux bureaux de dépouillement en prenant pour critère d'être membre du bureau du Conseil supérieur. Ceci est par ailleurs confirmé par l'article 24 du projet qui vise les présidents des bureaux de dépouillement.

Cette disposition du projet doit être revue et indiquer qu'il y a un président pour chaque bureau de dépouillement.

2. Au cinquième alinéa, il convient de préciser que ce sont les bulletins de vote de toutes les sections relevant d'un même collège électoral, qui sont mélangés.

Article 21

1. Au premier alinéa, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la distinction entre le 2° et le 3°. Il semble que le 2° et le 3° fassent double emploi.

2. Au deuxième alinéa, il faut écrire :

"Le bureau de dépouillement décide à la majorité de la validité des bulletins douteux.".

Le mot "douteux" a été préféré au mot "suspects" par souci de concordance avec la version néerlandaise.

Article 22

1. Au premier alinéa, il y a lieu d'omettre le terme "restants" qui est sans utilité pour la compréhension du texte.

2. Le deuxième alinéa doit être rédigé de la manière suivante :

"Tous ces nombres sont inscrits au procès-verbal dont le modèle est fixé à l'annexe 4.".

Article 25

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle le deuxième alinéa ne prend en considération que l'hypothèse du décès du candidat ? Qu'en sera-t-il si celui-ci a démissionné de ses fonctions ou a été démis de ses fonctions ?

Cette disposition doit être complétée sur ce point.

Article 27

Cette disposition prévoit la destruction des documents qui ont été établis en vue de l'organisation de ces élections, au plus tard "dans les trente jours qui suivent la publication dans le Moniteur belge des noms des membres entrants du Conseil supérieur".

Or, il n'est pas exclu que quelques contestations surgissent au sujet de la régularité de ces élections. Certes, la loi n'a pas organisé de procédure spécifique à cet égard, mais cela n'exclut pas nécessairement la compétence des juridictions existantes.

Ainsi que l'a déjà souligné la section de législation dans son avis (1) donné à propos de la proposition de loi devenue la loi du 22 décembre 1998, précitée,

> "La nature particulière du Conseil supérieur de la justice ne pourrait, en tout cas, avoir pour effet de priver les citoyens de tout recours juridictionnel contre les actes accomplis par lui dans l'exercice de ses diverses compétences.".

Il serait contraire au principe de l'Etat de droit qu'aucun recours ne puisse intervenir en cas d'irrégularités de ces opérations électorales.

---

(1) Voir en ce sens l'avis n° 28.079/2/V publié dans Doc. parl., Chambre, session ordinaire, 1997-1998, n° 1677/2.

Dès lors, il n'y a pas lieu de procéder à la destruction des documents établis dans le cadre des élections.

Article 28

Cette disposition paraphrase l'article 99 de la loi du 22 décembre 1998 et doit, en conséquence, être omise.

Article 29

1. Au troisième tiret du second alinéa, il y a lieu de préciser que la présidence de chaque bureau de dépouillement est exercée par le fonctionnaire de niveau et de rang les plus élevés. Toutefois, en cas d'égalité de niveau et de rang, la présidence revient au fonctionnaire qui possède l'ancienneté de rang la plus grande.

2. Au cinquième tiret, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas le sens de l'abréviation "OJI". La disposition en projet doit être plus explicite et ne pas faire usage d'abréviations.

Article 33

Il est fait référence à l'observation formulée sous l'article 12 du projet quant à la notion de "dépenses électorales".

Exécutoire

L’arrêté royal en projet est dépourvu d’exécutoire. Il y a lieu de combler cette lacune.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2˚, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief aldus :

> "De in artikel 151 van de Grondwet (B.S. 24 november 1998) opgenomen hervormingen kunnen slechts in werking treden na de installatie van de Hoge Raad voor de Justitie.
>
> De wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem voor magistraten, werd genomen ter uitvoering van artikel 151 van de Grondwet.
>
> De samenstelling van de Hoge Raad voor de Justitie en de aanstelling van diens leden wordt geregeld in artikel 45 van voormelde wet van 22 december 1998, dat in werking treedt op de eerste van de maand volgend op die waarin het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.
>
> De Hoge Raad voor de Justitie dient voor de inwerkingtreding van de nieuwe benoemings- en aanwijzingsprocedures, een aantal werkzaamheden te verrichten zoals het opstellen van de standaardprofielen voor de diverse types van korpschefs, het vaststellen van evaluatiecriteria evenals hun weging voor de verschillende ambten en functies.
>
> Deze werkzaamheden, die geruime tijd in beslag zullen nemen, dienen afgerond te zijn voor de volledige inwerkingtreding van de hiervoor vermelde wet van 22 december 1998.

Hierdoor dient dan ook onverwijld gestart te worden met de samenstelling van de Hoge Raad voor de Justitie en meer in het bijzonder met de verkiezing van de leden-magistraten, een procedure die ook enkele maanden in beslag zal nemen.".

*

* *

Onderzoek van het ontwerp

Voorafgaande opmerking

Wanneer de Raad van State wordt verzocht om binnen een termijn van ten hoogste drie dagen advies uit te brengen over een ontwerp van koninklijk besluit tot uitvoering van een wet die nog niet in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt, dient de Raad voortaan reeds bij de indiening van de adviesaanvraag in het bezit te worden gesteld van de definitieve tekst van de wet zoals deze ter bekrachtiging aan de Koning is voorgelegd (1).

---

(1) Die tekst is pas op vrijdag 22 januari 1999 aan de Raad van State bezorgd, terwijl het dossier al op 19 januari was ingediend.

Algemene opmerking

Algemeen gesproken behoort in het ontworpen besluit te worden gepreciseerd of voor de berekening van de termijnen alleen de werkdagen meetellen. Deze opmerking geldt inzonderheid voor de termijnen bepaald in de artikelen 2, 3, 7 en 8 van het ontwerp.

Uit de uitleg die de gemachtigde ambtenaar heeft verstrekt, blijkt dat feestdagen, zaterdagen en zondagen meetellen voor de berekening van de voormelde termijnen, behalve voor de termijn bepaald in artikel 11 van het ontwerp.

Bijgevolg behoort het ontwerpbesluit te worden aangevuld met een bepaling waarin wordt gepreciseerd op welke wijze de termijnen worden berekend.

Aanhef

Er behoort afzonderlijk te worden verwezen naar het artikel 259bis-2 van het Gerechtelijk Wetboek ingevoegd door de wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem voor magistraten en artikel 99 van de wet van 22 december 1998.

Dispositief

Artikel 1

1. Volgens artikel 1, 2˚, van het ontwerp zijn de kiezers "de beroepsmagistraten die op het ogenblik van de oproep de eed als lid van de zittende magistratuur of als lid van het openbaar ministerie hebben afgelegd ...". Als equivalent voor "beroepsmagistraten" wordt in de Franse tekst de uitdrukking "magistrats professionnels" gebruikt.

Als het de bedoeling is om inzonderheid de plaatsvervangende rechters, de rechters in handelszaken en de rechters in sociale zaken uit te sluiten, zoals de gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd, is het beter zich te houden aan de terminologie van artikel 259bis-2, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek, waarin de Franse tekst de uitdrukking "magistrats de carrière" gebruikt.

Deze opmerking geldt ook voor onderdeel 6˚.

2. Voorts is onderdeel 2˚, in fine, slecht gesteld. Uit de ontworpen tekst blijkt immers niet duidelijk of de magistraten die in ruste zijn gesteld maar hun werkzaamheden op grond van de artikelen 383, § 2, en 383bis van het Gerechtelijk Wetboek mogen voortzetten, al dan niet van het kiescollege deel uitmaken.

Deze bepaling behoort te worden herzien teneinde de leesbaarheid ervan te verbeteren.

3. De Raad van State constateert voorts dat de magistraten die zich kandidaat stellen "in actieve dienst (behoren) te zijn in hun hoedanigheid van magistraat", terwijl die verplichting niet geldt voor de magistraten-kiezers.

Zo zouden ook magistraten die bij een internationale instelling of in een ministerieel kabinet gedetacheerd zijn hun stem kunnen uitbrengen. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat zulks de wil is die geuit is tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem voor magistraten (1).

Artikel 2

1. Er behoort te worden bepaald welk orgaan binnen de Hoge Raad voor de Justitie bevoegd is om de voorlopige en de definitieve kiezerslijsten op te maken.

Krachtens artikel 3 van het ontwerp staat het aan het bureau van de Hoge Raad om de bezwaren betreffende de samenstelling van de voorlopige lijst te onderzoeken.

---

(1) Gedr. St., Kamer, gewone zitting, 1997-1998, nr. 1677/2, blz. 46.

Als dat orgaan ook met de samenstelling van die lijsten wordt belast, dient dat duidelijk te worden gesteld.

2. In de eerste zin van het ontworpen artikel 2, tweede lid, wordt verwezen naar "de voorlopige lijst van de ingeschreven kiezers".

De Raad van State ziet niet in waarom er een inschrijving van de kiezers moet plaatsvinden, aangezien alle beroepsmagistraten, zowel van de zittende magistratuur als van het openbaar ministerie, die nog niet in ruste zijn gesteld, krachtens artikel 1, onderdeel 2˚, automatisch kiezers zijn.

Bovendien is de stemming voor die magistraten verplicht, zodat van hun kant geen vrijwillige stap hoeft te worden verwacht om zich op de kiezerslijsten te laten inschrijven.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het bijvoeglijk naamwoord "ingeschreven" bijgevolg behoort te vervallen.

3. In artikel 2, derde lid, van het ontwerp, is sprake van de termijn om van de voorlopige kiezerslijst inzage te nemen.

Uit de ontworpen tekst blijkt echter niet duidelijk wanneer die termijn ingaat, noch wanneer hij verstrijkt.

Volgens de gemachtigde ambtenaar is de Hoge Raad ertoe gehouden de voorlopige kiezerslijst voor elke stemafdeling uiterlijk tijdens de maand die volgt op de oproep bij de burgerlijke griffie van de rechtbank van eerste aanleg in te dienen. Vanaf dat ogenblik beschikken de kiezers over minstens tien dagen om de voorlopige lijsten in te kijken.

Als zulks de bedoeling van de steller van het ontwerp is, dienen de laatste zin van het tweede lid en de inleidende zin van het derde lid grondig te worden herzien.

De onduidelijke redactie van die leden heeft inzonderheid tot gevolg dat niet met zekerheid kan worden bepaald wanneer de termijn van vijf dagen voor het indienen van een bezwaar ingaat.

De ontworpen tekst behoort op die punten te worden herzien.

4. Wat het begrip "beroepsmagistraten/magistrats professsionnels" betreft, wordt verwezen naar de opmerking die bij artikel 1 van het ontwerp is gemaakt.

5. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het derde lid beter als volgt wordt gesteld :

"... kunnen beroepsmagistraten bij de voorzitter van de Hoge Raad bij ter post aangetekende brief een gemotiveerd bezwaar tegen de voorlopige kiezerslijst indienen, hetzij omdat daarop niet de namen voorkomen van magistraten die onder de

kiezers moeten worden vermeld, hetzij omdat daarop de namen voorkomen van personen die daar niet hoeven te worden vermeld, of, nog, omdat die lijst fouten bevat met betrekking tot de vermeldingen omgesomd in het tweede lid.".

Artikel 4

In het eerste lid, tweede streepje, moet worden bepaald dat de voorlopige kiezerslijst definitief wordt na het verstrijken van de onderzoekstermijn waarover het bureau van de Hoge Raad, overeenkomstig artikel 3, tweede lid, beschikt om over het laatste rechtsgeldig ingediende bezwaar uitspraak te doen.

Artikel 7

1. Krachtens artikel 7, tweede lid, is het bureau van de Hoge Raad ertoe gehouden zijn beslissing te motiveren wanneer het bepaalde kandidaten van de voorlopige lijst schrapt.

Er blijkt echter niet duidelijk om welke redenen sommige kandidaturen zouden kunnen worden afgewezen.

Gelet op de artikelen 259bis-1 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek, is het bureau van de Hoge Raad niet gemachtigd om kandidaturen af te wijzen om motieven die niets uit te staan hebben met de voorwaarden van ontvankelijkheid van de kandidaturen, zoals, bijvoorbeeld, de

overweging dat tegen die kandidaat een strafrechtelijk onderzoek of een tuchtvervolging is ingesteld.

Het bureau mag alleen nagaan of elke kandidatuur voldoet aan de wettelijke vereisten, namelijk de nationaliteitsvoorwaarde, de leeftijdsvoorwaarde, het bewijs van goed zedelijk gedrag, het feit de burgerlijke en politieke te genieten, het bestaan van het benoemingsbesluit en het feit nog steeds in actieve dienst te zijn.

De redactie van het tweede lid behoort dan ook te worden herzien en er dient uitdrukkelijk te worden aangegeven dat de controle door het bureau van de Hoge Raad betrekking heeft op de ontvankelijkheid van de kandidaturen in het licht van de wettelijke vereisten vervat in de artikelen 259bis-1 en 259bis-2 van het Gerechtelijk Wetboek.

2. Wat het derde lid betreft, dient de termijn van vijf dagen om een bezwaar in te dienen in te gaan vanaf de datum van ontvangst van de in het tweede lid bedoelde brief.

Artikel 8

In het eerste lid, tweede streepje, moet worden bepaald dat de voorlopige kandidatenlijst definitief wordt na het verstrijken van de onderzoekstermijn waarover het bureau van de Hoge Raad, overeenkomstig artikel 7, vierde lid, beschikt om over het laatste rechtsgeldig ingediende bezwaar uitspraak te doen.

Artikel 9

1. In het eerste lid wordt bepaald dat de kandidaten hun kandidatuur "met alle middelen" mogen toelichten.

Gelet op artikel 404 van het Gerechtelijk Wetboek mogen magistraten, als zij geen tuchtstraf willen oplopen, door hun gedrag geen afbreuk doen aan de waardigheid van hun ambt.

Bijgevolg moeten de woorden "met alle middelen" vervallen en moet worden verduidelijkt dat de magistraten die zich kandidaat stellen een gedrag moeten vertonen dat verenigbaar is met de waardigheid van hun ambt.

2. Volgens het tweede lid krijgen de kandidaten een vrijstelling van zegelrecht voor de brieven die worden aangeplakt op het speciale bord van de burgerlijke griffie van de rechtbank van eerste aanleg.

Aangezien het om een belasting gaat, mag zulk een vrijstelling alleen bij de wet worden vastgesteld. Bijgevolg moet die vrijstelling in de ontworpen bepaling worden geschrapt.

Artikel 11

Volgens die bepaling moet de voorzitter van de Hoge Raad aan de verschillende voorzitters van de stembureaus "de afroepingslijst, de definitieve kiezerslijst van de stemafdeling ..." bezorgen.

Het is de Raad van State niet duidelijk wat met die "afroepingslijst" precies wordt bedoeld.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat dit begrip in de ontworpen bepaling kan worden geschrapt.

Artikel 12

Het woord "verkiezingsuitgaven" is niet precies genoeg.

Voorgesteld wordt die bepaling als volgt te stellen :

"Art. 12. De uitgaven voor het houden van de verkiezing van de leden-magistraten van de Hoge Raad komen ten laste van de begroting van de Hoge Raad, overeenkomstig artikel 259bis-22, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek.".

Artikel 13

Zoals reeds is opgemerkt bij artikel 2, tweede lid, van het ontwerp, is het verkieslijk de woorden "de personen die ingeschreven zijn" te vervangen door de woorden "de personen die voorkomen".

Artikel 14

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in het eerste lid behoort te worden gepreciseerd dat de oproeping op het adres van het hoofdverblijf van de kiezers behoort toe te komen.

Artikel 16

1. Het derde lid is niet helemaal afgestemd op het eerste lid. De rechter in de rechtbank van eerste aanleg die voorzitter van het stembureau wordt en de twee leden van het openbaar ministerie die ook deel zullen uitmaken van het stembureau, behoren immers respectievelijk te worden aangewezen door de korpschefs.

In het derde lid wordt evenwel bepaald dat, indien één van die personen afwezig is, de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of zijn plaatsvervanger het stembureau ambtshalve voltallig behoort te maken door andere personen aan te wijzen.

Er zijn twee oplossingen mogelijk waaruit moet worden gekozen. Ofwel zorgen de respectieve korpschefs voor de vervanging van de magistraten die ze hadden aangewezen, waarbij de voorzitter van de rechtbank de zittend magistraat vervangt, en de procureur des Konings het lid of de twee leden van het openbaar ministerie vervangt, naargelang van het geval. Ofwel vervangt de voorzitter van het betrokken stembureau de afwezige magistraten, maar houdt hij daarbij rekening met de samenstelling bepaald in het eerste lid.

2. Wat het derde lid betreft, wordt voorgesteld de laatste zin als volgt te stellen :

"Daarvan wordt melding gemaakt in het proces-verbaal waarvan het model wordt vastgesteld in bijlage 3.".

Artikel 17

Over de "afroepingslijst" die in het tweede lid wordt vermeld, is dezelfde opmerking te maken als die welke is gemaakt bij artikel 11 van het ontwerp.

Artikel 19

Wat het tweede lid betreft, rijst bij de Raad van State de vraag waarom het stembureau "een staat (...) van de kiezers die op de kiezerslijst van de stemafdeling voorkomen en niet aan de verkiezing hebben deelgenomen" moet opmaken, terwijl de wet geen strafrechtelijke sanctie verbindt aan het verzuim om te stemmen.

Volgens de gemachtigde ambtenaar wordt die lijst ter informatie opgesteld.

Hoe dan ook moet worden bepaald dat de stembureaus in het bezit moeten zijn van de lijst van de kiezers die verhinderd zijn om een van de redenen vermeld in artikel 5, tweede lid, van het ontwerp.

Artikel 20

1. In het tweede lid wordt bepaald dat "Het voorzitterschap van de stemopnemingsbureaus wordt uitgeoefend door het lid van het bureau van de Hoge Raad dat er deel van uitmaakt".

Die bepaling lijkt aan te geven dat de twee stemopnemingsbureaus worden voorgezeten door één enkele persoon die deel uitmaakt van het bureau van de Hoge Raad. Artikel 259bis-4, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt evenwel dat het bureau van de Hoge Raad samengesteld is uit twee magistraten en twee niet-magistraten, waarbij elk college een magistraat en een niet-magistraat voordraagt. Aangezien de stemopnemingsbureaus respectievelijk worden samengesteld uit leden van de twee colleges van de Hoge Raad die geen magistraat zijn, zullen er onder hen één Franstalige en één Nederlandstalige zijn die ook in het bureau van de Hoge Raad zitting hebben.

Bijgevolg kunnen de twee stemopnemingsbureaus onmogelijk door eenzelfde voorzitter worden voorgezeten op basis van het criterium dat de voorzitter lid moet zijn van het bureau van de Hoge Raad. Dat wordt bovendien bevestigd door artikel 24 van het ontwerp dat betrekking heeft op de voorzitters van de stemopnemingsbureaus.

Die bepaling van het ontwerp moet worden herzien en moet aangeven dat er voor elk stemopnemingsbureau een voorzitter is.

2. In het vijfde lid moet worden gepreciseerd dat de stembiljetten die worden gemengd die zijn van alle afdelingen die tot eenzelfde kiescollege behoren.

Artikel 21

1. Wat het eerste lid betreft, is het de Raad van State niet duidelijk wat het onderscheid is tussen onderdeel 2° en onderdeel 3°. Het laat zich aanzien dat onderdeel 2° en onderdeel 3° elkaar overlappen.

2. In het tweede lid schrijve men :

"Het stemopnemingsbureau beslist bij meerderheid over de geldigheid van twijfelachtige stembiljetten.".

Voor de Franse versie wordt het woord "douteux" boven het woord "suspects" verkozen, ten einde overeenstemming met de Nederlandse tekst tot stand te brengen.

Artikel 22

1. In het eerste lid behoort het woord "overige" te vervallen, omdat het niet dienstig is voor de bevattelijkheid van de tekst.

2. Het tweede lid moet als volgt worden gesteld :

"Al die getallen worden opgenomen in het proces-verbaal waarvan het model wordt vastgesteld in bijlage 4.".

Artikel 25

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in het tweede lid alleen het geval dat de kandidaat overlijdt, in aanmerking wordt genomen. Wat geschiedt er als de kandidaat ontslag heeft genomen of uit zijn ambt is ontzet ?

Die bepaling moet op dit punt worden aangevuld.

Artikel 27

Volgens die bepaling worden de stukken die voor het houden van die verkiezing zijn opgesteld uiterlijk "dertig dagen na de bekendmaking van de aantredende leden van de Hoge Raad in het Belgisch Staatsblad" vernietigd.

Het is evenwel niet uitgesloten dat enige betwisting ontstaat omtrent de regelmatigheid van die verkiezing. De wet voorziet weliswaar niet in een specifieke procedure daarvoor, maar dat sluit niet noodzakelijk de bevoegdheid van de bestaande gerechten uit.

De afdeling wetgeving heeft in haar advies (1) over het voorstel van wet dat de voormelde wet van 22 december 1998 is geworden reeds gewezen op het volgende :

> "De specifieke aard van de Hoge Raad voor de Justitie mag in geen geval tot gevolg hebben dat de burgers geen jurisdictioneel beroep kunnen instellen tegen handelingen die de Hoge Raad in de uitoefening van zijn diverse bevoegdheden verricht.".

Het zou strijdig zijn met het principe van de rechtsstaat dat geen enkel beroep mogelijk is in geval van onregelmatigheden bij die verkiezing.

Derhalve is er geen grond om de stukken die bij de verkiezing zijn opgesteld, te vernietigen.

Artikel 28

Deze bepaling parafraseert artikel 99 van de wet van 22 december 1998 en moet bijgevolg vervallen.

Artikel 29

1. Na het derde streepje van het tweede lid behoort te worden gepreciseerd dat het voorzitterschap van elk stemopnemingsbureau wordt uitgeoefend door de ambtenaar met het hoogste niveau en de hoogste rang. Bij gelijk niveau en

---

(1) Zie in die zin advies nr. 28.079/2/V, bekendgemaakt in Gedr. St., Kamer, gewone zitting, 1997-1998, nr. 1677/2.

gelijke rang komt het voorzitterschap evenwel toe aan de ambtenaar met de grootste ranganciënniteit.

2. Wat het vijfde streepje betreft, is het de Raad van State niet duidelijk wat de afkorting "R.O.I." betekent. De ontworpen bepaling moet worden verduidelijkt en mag geen afkortingen bevatten.

Artikel 33

Er wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 12 van het ontwerp over het begrip "verkiezingsuitgaven".

Uitvoeringsbepaling

Het ontworpen koninklijk besluit bevat geen uitvoeringsbepaling. Die leemte moet worden aangevuld.

La chambre était composée de

Messieurs J.-J. STRYCKMANS, premier président,

R. ANDERSEN, président de chambre,

Y. KREINS, conseiller d'Etat,

Madame J. GIELISSEN, greffier assumé,

De kamer was samengesteld uit

de Heren eerste voorzitter,

kamervoorzitter,

staatsraad,

Mevrouw toegevoegd griffier.

Le rapport a été rédigé par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. A. LEFEBVRE, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd opgesteld door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. A. LEFEBVRE, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS